

# Politique sur les cas de défaut

---

En vigueur à compter du 1<sup>er</sup> avril 2006



**Canadian Television Fund**  
**Fonds canadien de télévision**

## 1. Défaut d'une société

Un projet ne peut pas être en défaut. La partie en défaut sera plutôt la société du Requérant (le « Requérant ») qui aura signé un Contrat de financement (« Contrat de financement »)\* avec le Fonds canadien de télévision (« FCT ») ou avec Téléfilm Canada (« Téléfilm ») pour recevoir un supplément de droits de diffusion en vertu du Programme de droits de diffusion (« PDD ») ou une participation au capital en vertu du Programme de participation au capital (« PPC »). La partie en question peut aussi être le Requérant qui aura conclu directement avec le FCT un Contrat de financement en vertu du PDD et/ou du PPC ou le Requérant qui a conclu un Contrat de financement avec Téléfilm (agissant en son nom ou au nom du FCT) pour l'administration du financement en vertu du PCC.

Le Requérant considéré en défaut dans le contexte du Contrat de financement d'un projet donné sera automatiquement considéré en défaut pour tous ses autres projets qui bénéficient d'une aide financière du FCT – que ce soit en vertu du PDD ou du PPC. En outre, le FCT estimera que toutes les parties liées, telles que définies au chapitre 3840 du *Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés* (« Parties liées »), seront aussi en défaut.

## 2. Cas de défaut

Tous les contrats de financement comprennent une clause intitulée « Cas de défaut ». Voici un résumé des cas de défaut les plus courants :

- a) le Requérant présente un projet qui ne satisfait pas aux critères d'admissibilité énoncés aux Principes directeurs du FCT – Exigences fondamentales, critères liés aux types d'émissions, exigences-seuil minimales, etc. – et/ou, dans le cas des projets financés avant 2004, son projet ne réussit pas à conserver les points de classement accordés lors de l'évaluation initiale;
- b) le Requérant omet de fournir un rapport ou de payer les revenus dus au FCT ou à Téléfilm;
- c) le Requérant ne termine pas ou ne livre le projet pas au(x) télédiffuseur(s) déclencheur(s);
- d) le Requérant ne remet pas au FCT tous les documents relatifs à la Phase II exigés à la date limite prévue au Contrat de financement;
- e) le Requérant ne rembourse pas intégralement tous les montants (et intérêts) dus au FCT ou à Téléfilm en rapport avec un Contrat de financement;
- f) le Requérant ou une Partie liée produit une fausse déclaration ou se rend coupable de fraude;
- g) le Requérant ou une Partie liée est insolvable ou fait faillite;
- h) le Requérant cesse d'exploiter son entreprise;
- i) une action a été entreprise pour retirer au Requérant le contrôle de son projet ou en saisir un élément (sous réserve des droits d'un garant d'achèvement agissant de bonne foi).

---

\* Un Contrat de financement peut aussi être une Lettre d'entente conclue avec le FCT au cours des années 2002-2003 ou 2003-2004. Toute référence à un Contrat de financement dans la présente politique sera censée comprendre une Lettre d'entente, le cas échéant. Le défaut de rembourser une somme due en vertu d'une Lettre d'entente sera considéré comme un cas de défaut aux fins de la présente politique.

### **3. Droits du FCT en cas de défaut**

S'il détermine que le Requérent est en défaut de conformité aux conditions du Contrat de financement, le FCT peut (sans que ses autres droits ou recours en droit ou en participation ne soient pour autant limités ou écartés) prendre une ou toutes les mesures suivantes :

- a) réduire la contribution allouée en vertu du PDD ou du PPC et exiger le remboursement immédiat, avec intérêts, de toute portion du montant réduit déjà avancé au Requérent;
- b) retenir tout paiement dû au Requérent ou aux Parties liées conformément à un Contrat de financement;
- c) refuser d'accepter toute demande de financement qui sera ultérieurement soumise par le Requérent ou par une Partie liée;
- d) résilier le Contrat de financement en donnant au Requérent un préavis écrit de 10 jours; si la situation n'est pas corrigée dans les 10 jours, exiger que celui-ci rembourse sur-le-champ toutes les sommes, avec intérêts, reçues en vertu du Contrat de financement.

### **4. Intérêts**

Le FCT facture des intérêts sur tous les remboursements. Ceux-ci se basent sur le taux d'intérêt préférentiel (tel qu'établi par la banque du FCT) plus 1 % par année, accumulés mensuellement, calculés et payables à partir de la date du versement de l'avance, tant avant qu'après la réclamation, le défaut ou le jugement.

### **5. Demandes adressées au FCT par un Requérent en défaut**

Téléfilm administre au nom du FCT tous les dossiers de demandes de financement présentées au FCT depuis 2006-2007. Téléfilm est donc autorisé à représenter et à agir au nom du FCT aux fins de cette politique.

Lorsque Téléfilm reçoit d'un Requérent en défaut auprès du FCT une demande complète de financement adressée au FCT, le FCT ou Téléfilm, au nom du FCT, envoie un avis écrit au Requérent l'informant qu'il a 30 jours pour corriger la situation. Téléfilm n'évaluera pas la demande tant que le Requérent n'aura pas agi en ce sens. La demande sera rejetée si le Requérent ne s'est pas conformé dans le délai de 30 jours.

Le FCT ou Téléfilm, au nom du FCT, peut exercer n'importe lequel des droits du FCT en cas de défaut énoncés ci-dessus à l'encontre d'un Requérent en défaut auprès de Téléfilm en vertu d'un Contrat de financement au titre du PPC.

### **6. Avis de non-responsabilité**

Le FCT se réserve le droit de modifier cette politique en tout temps. Cette politique existe à titre d'information seulement et ne limite en aucune façon les droits et recours du FCT, conformément à ses Contrats de financement ou autrement.